La candidature de Dominique Voynet à l'élection présidentielle de 1995 : professionnalisation politique et culture militante chez Les Verts

Dominique Voynet's candidacy in the 1995 presidential election: political professionalization and activist culture in the Green Party

Alexis Vrignon

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/1082>

DOI : 10.4000/histoirepolitique.1082

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Alexis Vrignon, « La candidature de Dominique Voynet à l'élection présidentielle de 1995 : professionnalisation politique et culture militante chez Les Verts », *Histoire Politique* [En ligne], 44 | 2021, mis en ligne le 01 juin 2021, consulté le 21 octobre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/1082> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoirepolitique.1082>

Ce document a été généré automatiquement le 21 octobre 2021.

Histoire Politique

La candidature de Dominique Voynet à l'élection présidentielle de 1995 : professionnalisation politique et culture militante chez Les Verts

Dominique Voynet's candidacy in the 1995 presidential election: political professionalization and activist culture in the Green Party

Alexis Vrignon

- 1 Dimanche soir, 20 h, à l'issue d'un scrutin présidentiel. Les résultats s'affichent sur les écrans, les journalistes et leurs invités analysent les tendances, les succès, les surprises et les contre-performances éventuelles¹. Les candidats ayant recueilli moins de 5 % des suffrages exprimés ont droit à un traitement particulier : l'arithmétique électorale fait d'eux des « petits candidats » qui ne bénéficieront pas d'un remboursement aussi important de leurs frais de campagne que leurs concurrents. De manière quasi systématique, les écologistes sont de ceux-là. Seul Noël Mamère en 2002 est parvenu à franchir la barre, à la fois électorale et financière, des 5 %².
- 2 Les écologistes se sont montrés souvent critiques à l'égard de la fonction présidentielle. Le programme de Dominique Voynet en 1995 se prononce pour l'avènement d'une VI^e République qui donnerait la primauté au législatif dans une France à l'organisation fédérale³ et on retrouve des propositions similaires chez Brice Lalonde en 1981⁴ ou Noël Mamère en 2002⁵. Les écologistes se présentent donc systématiquement à une élection dont ils critiquent les principes mêmes et pour un résultat sans cesse décevant et coûteux. Comment expliquer cette situation paradoxale ? Pourquoi de supposés « petits candidats » participent-ils à une élection *a priori* défavorable ? À l'évidence, chaque force politique a des raisons qui lui sont propres : il y a des « petits candidats » qui ne sauraient être agglomérés dans un ensemble trop indistinct.

- 3 Les écologistes entrent dans la catégorie des « petits candidats » qui s'efforcent de briser le plafond de verre pour passer dans une autre catégorie sans abandonner l'ambition de subvertir le champ politique⁶. Toute la difficulté vient du fait qu'un grand nombre d'acteurs intervient dans la campagne, son déroulement au jour le jour et sa perception, que ce soit en interne – la candidate, son équipe de campagne, les militants et les partenaires éventuels – ou à l'extérieur du mouvement, parmi les concurrents et dans les médias. Ce sont ces interactions qui contribuent à fabriquer le profil d'une campagne : dans le cas présent, l'échec de la candidature de Dominique Voynet s'explique largement par les discordances et les contradictions à la fois internes et externes nées de ces interactions.
- 4 En 1995, les écologistes n'occupent qu'une place marginale dans les débats qui précèdent le scrutin. À droite, un duel oppose deux candidats issus de la droite modérée, Jacques Chirac et Édouard Balladur, celui-ci donné largement favori dans les sondages jusqu'à février. Au sein d'un Parti socialiste (PS) épuisé au terme de quatorze ans de mitterrandisme, le premier défi est de trouver un candidat après le renoncement de Jacques Delors au mois de décembre 1994. Désigné en février, Lionel Jospin opte pour un programme très différent des promesses et du souffle de 1981. Cette stratégie laisse un espace à gauche que plusieurs candidats entendent bien occuper : Robert Hue pour le Parti communiste français (PCF), Arlette Laguiller pour Lutte ouvrière (LO) et, sous des formes particulières, Dominique Voynet pour les Verts.
- 5 Pour l'écologie politique, l'élection présidentielle de 1995 survient après une période de succès électoraux (aux élections européennes de 1989 et aux élections régionales de 1992) qui se sont accompagnés d'une meilleure exposition médiatique⁷. Cette poussée – interrompue par un échec aux élections législatives de 1993 – n'a cependant pas mis fin aux divisions toujours plus grandes de cette famille politique au point que, à la veille de l'élection présidentielle, trois partis se réclamant de l'écologie tentent de présenter des candidats : le Mouvement des écologistes indépendants (MEI)⁸, Génération Écologie (GE)⁹ et Les Verts¹⁰. Finalement, seule Dominique Voynet parvient à aller au bout de l'aventure.
- 6 Pour mieux comprendre la fabrique de cette « petite candidate », cet article s'appuiera sur des archives conservées à la Fondation de l'écologie politique (FEP) auxquelles s'ajoutent les sources médiatiques. Il s'agira d'analyser dans un premier temps les différentes manières dont, en interne, il est envisagé de briser le plafond de verre afin d'accéder au statut de force politique majeure, puis d'étudier dans un second temps les effets de champ politique et médiatique qui concourent puissamment à assigner l'écologiste au statut de « petite candidate ».

Briser le plafond de verre : les ambivalences internes

- 7 Dans la plupart des médias du début des années 1990, les écologistes sont représentés de manière assez condescendante comme une force politique à peine sortie de l'enfance, éventuellement prometteuse mais surtout immature, incapable pour l'heure de jouer un rôle politique de premier plan¹¹. En cela, ils seraient voués à être de « petits candidats ». L'analyse de la campagne de Dominique Voynet conduit à une approche plus nuancée, tant la candidate et son mouvement s'efforcent, à leur niveau, de briser le plafond de verre qui les sépare des grandes forces politiques.

Dominique Voynet, une professionnelle de la politique

- 8 Par bien des aspects, Dominique Voynet se distingue des autres candidats à l'élection présidentielle de 1995 tout en étant indéniablement une professionnelle de la politique. Ces spécificités expliquent qu'elle ait été choisie par Les Verts mais elles sont susceptibles de la conduire à être classée parmi les candidatures marginales.
- 9 En 1995, Dominique Voynet a 36 ans¹². Elle est la plus jeune des candidats dans une élection où la moyenne d'âge s'élève à 55 ans. Autre trait distinctif, elle n'est pas énarque, contrairement à cinq de ses concurrents, mais médecin anesthésiste. Enfin, elle est une femme, ce qui, tout particulièrement à l'époque, contribue puissamment à être classée parmi les candidatures de témoignage¹³. Divorcée et mère de deux filles dont l'une est née en juin 1994, elle essuie au cours de la campagne plusieurs remarques sur le bien-fondé d'une candidature dans une telle situation familiale¹⁴.
- 10 Pour autant, Dominique Voynet n'est pas dépourvue de capital politique et militant. Née en 1958, elle s'est mobilisée dans de nombreux combats de la fin des « années 68 » en faveur du droit des femmes, de l'écologie et du pacifisme¹⁵. Elle vient d'une famille de la gauche catholique – sa mère est permanente départementale au SGEN-CFDT et son père maire socialiste d'une commune à proximité de Belfort – et son positionnement au sein du clivage gauche-droite est plus ferme que les deux précédents candidats écologistes à l'élection présidentielle, Brice Lalonde et Antoine Waechter.
- 11 Aux côtés d'Yves Cochet, qui a été l'un de ses mentors en politique¹⁶, Dominique Voynet participe à la création des Verts en 1984 : à l'époque, ce charisme des origines lié au fait d'être membre fondateur est précieux au sein du parti. Elle a une longue expérience du fonctionnement si particulier de cette organisation et, à partir de 1991, elle s'est aguerrie en tant que leader interne dans son opposition à Antoine Waechter. C'est en novembre 1993 qu'elle devient la principale porte-parole du mouvement dans le cadre d'une majorité structurée autour de son courant, Les Verts au pluriel. Ces fonctions lui permettent d'accroître sa connaissance du champ politique dans une période où le PS cherche à se rapprocher des Verts au travers des assises de la transformation sociale¹⁷.
- 12 Outre cette expérience militante, Dominique Voynet a déjà participé à plusieurs élections¹⁸. Dans la période faste pour l'écologie politique qu'ont constituée les années 1989-1992, elle a été conseillère municipale d'opposition à Dole, conseillère régionale et députée européenne suppléante. En 1993, elle est candidate aux élections législatives dans le Jura et retient de cette expérience l'importance d'arpenter le terrain électoral pour s'enraciner. Malgré l'aspiration des Verts à « faire de la politique autrement » – pour reprendre l'un de leurs slogans marquants¹⁹ – et notamment sans en faire son métier, elle est donc bel et bien une professionnelle de la politique qui vit de et par la politique. Si elle n'a pas encore d'expérience gestionnaire à proprement parler, elle n'exerce plus en tant que médecin et elle est depuis 1989 secrétaire générale du groupe des Verts au Parlement européen.
- 13 De fait, si les écologistes sont prompts à être classés *a priori* parmi les candidatures de témoignage, il est indéniable que le parcours de Dominique Voynet conduit objectivement à nuancer ce jugement rapide. C'est ainsi qu'à l'occasion du Conseil national inter-régional (CNIR) de Saint-Malo (août 1994), la porte-parole assoit son statut de « candidate naturelle²⁰ », processus formellement ratifié par l'organisation d'une primaire où, seule candidate, elle est désignée le 23 octobre 1994.

Une professionnalisation limitée de la machine militante verte

- 14 Dans les années 1970, les campagnes électorales des écologistes étaient largement improvisées, recourant au bénévolat et faisant reposer toute la logistique, voire le financement des actions, sur le candidat lui-même²¹. L'examen de la campagne de Dominique Voynet montre que, sur ce point, les choses ont changé : il y a une incontestable professionnalisation des pratiques qui témoigne de l'intégration grandissante des Verts au sein du système politique.
- 15 Depuis la réforme de 1976, 500 parrainages d'élus sont nécessaires pour permettre à un aspirant candidat de participer effectivement à la campagne présidentielle. Traditionnellement, dans les médias, la difficulté à récolter ces signatures est l'un des principaux critères qui caractérise le « petit candidat ». Le risque est alors d'être constamment ramené à ses difficultés, occultant son message et sapant sa légitimité. En ce qui concerne Dominique Voynet, le travail de collecte des 500 parrainages ne semble pas avoir constitué un défi démesuré comme en atteste le tableau suivant qui compare les parrainages reçus par les candidats écologistes aux élections présidentielles de 1981, 1988 et 1995.

Comparaison des parrainages reçus par les candidats écologistes à l'élection présidentielle (1981, 1988 et 1995). Source : *Journal officiel*, 15 avril 1981, 12 avril 1988, 12 avril 1995.

Source : <i>Journal officiel</i> , 15 avril 1981, 12 avril 1988, 12 avril 1995	Lalonde 1981	Waechter 1988	Voynet 1995
Nombre de parrainages reçus	573	542	710
Nombre de parrains exerçant un mandat autre que celui de maire	15 conseillers départementaux	5 conseillers départementaux 8 conseillers régionaux Total : 13	13 conseillers départementaux 67 conseillers régionaux 1 député Total : 81
5 départements ayant octroyé le plus de parrainages	Aisne (16) Jura (16) Isère (14) Marne (13) Seine-Maritime (13)	Jura (39) Haut-Rhin (33) Bas-Rhin (28) Hautes-Pyrénées (18) Manche (17)	Jura (31) Hérault (19) Nord (19) Finistère (15) Doubs (13) Pas-de-Calais (13)

- 16 La liste des départements où les candidats recueillent le plus de parrainages atteste d'une forme d'implantation de l'écologie politique dans certains territoires – le Jura où les militants parviennent à mobiliser les élus hostiles au canal Rhin-Rhône – et du rôle joué par l'ancrage du candidat. Près de 10 % des élus parrainant Antoine Waechter viennent d'Alsace tandis que la Franche-Comté apporte 57 signatures à Dominique Voynet. Plus généralement, le nombre de parrainages obtenus par cette dernière –

nettement supérieur à ses prédécesseurs – et l'importance relative des signatures recueillies auprès d'élus exerçant un mandat autre que celui de maire, montrent combien Les Verts sont parvenus, à leur niveau, à s'implanter dans la vie politique française. Leurs succès relatifs aux élections municipales de 1989 et aux élections régionales de 1992 leur fournissent désormais un réservoir de parrains potentiels beaucoup plus important qu'auparavant²². Sur ce point, il faut donc distinguer la candidature de Dominique Voynet de celle d'autres « petits candidats » pour qui cette étape comporte des difficultés parfois difficilement surmontables qui, par ailleurs, pèsent sur les possibilités d'emprunt auprès des banques. Celles-ci sont en effet peu enclines à prêter de l'argent à un aspirant candidat risquant d'échouer à recueillir les 500 parrainages d'élus car, dans ce cas, aucun remboursement n'est opéré par l'État pour les frais d'une campagne avortée²³.

- 17 Parmi les facteurs qui concourent à la fabrique d'un petit candidat, la question financière est donc cruciale. L'échec aux élections européennes de 1994 pèse cruellement sur les finances des Verts puisque le score réalisé – 2,95 % – n'a pas permis le remboursement des frais de campagne. Alors que le budget annuel du parti avoisine les 10 millions de francs, la dette s'élève à 8 millions de francs tandis que la souscription militante ouverte pour l'occasion recueille péniblement 220 000 francs²⁴.
- 18 Le budget de la campagne de Dominique Voynet est donc limité à 7 millions de francs dont l'apport repose presque exclusivement sur Les Verts au travers d'un prêt bancaire dont le montant a été déterminé au regard des sondages qui rendent peu probables aux yeux des banques le passage de la barre des 5 %²⁵. Dès l'entrée en campagne, les enquêtes d'opinion jouent donc un rôle non négligeable dans la construction du statut de « petit candidat » en pesant sur les capacités financières, et par conséquent sur les moyens pour se faire connaître et faire valoir ses idées. Autre partenaire de la campagne, L'Alternative Rouge et Verte (AREV), organisation héritière du Parti socialiste unifié (PSU), n'est en effet en mesure d'apporter que 300 à 400 000 francs ainsi que l'immeuble dont elle est propriétaire comme caution bancaire²⁶. La logistique quotidienne et le profil de l'équipe qui entoure la candidate connaissent une certaine professionnalisation qui n'élimine toutefois ni le bénévolat ni l'improvisation. Un monospace équipé d'un téléphone et d'un fax-satellite est mis à la disposition de la candidate et une agence de communication est sollicitée pour gérer son image²⁷. De même, trois personnes sont recrutées à temps plein pour gérer le secrétariat de la campagne en plus des salariés des Verts²⁸. Au total, dix-huit personnes – à temps plein ou partiel – travaillent à la campagne sous la houlette de Denis Baupin²⁹.
- 19 Soulignons que cette professionnalisation présentée par l'équipe de campagne comme indispensable pour percer dans l'opinion suscite certaines réticences en interne. À l'heure du bilan de la campagne, Gérard Galtier, le trésorier des Verts, considère que « la définition (ardue) d'une ligne graphique satisfait sans nul doute les professionnels de la com', et nous place indiscutablement parmi les "grands". Mais qui, parmi l'électorat, s'en rend seulement compte ? ». Il fait au contraire l'éloge des « petites actions "écologique-sympathiques" » comme la plongée de Dominique Voynet dans la Méditerranée dont l'impact dans l'opinion lui paraît plus grand³⁰. Ainsi pour certains, chercher à faire des Verts une machine conforme aux grands partis reviendrait à engommer la spécificité – l'*habitus* minoritaire analysé par Vanessa Jérôme³¹ – pour en faire un parti comme les autres. Dans cette perspective, l'amateurisme, le recours au bénévolat et même la qualité médiocre de certaines productions seraient des gages de

différence, voire de pureté de l'action, quitte à accepter le risque de scores groupusculaires.

Une stratégie de coalition

- 20 Si Les Verts constituent l'épine dorsale de la campagne de Dominique Voynet, celle-ci s'inscrit malgré tout dans une logique de coalition qui ne doit pas être négligée. Pour ses promoteurs, celle-ci est nécessaire pour faire sortir l'écologie politique de la candidature de témoignage. En revanche, pour ses détracteurs, c'est prendre le risque de brouiller le message ou de déporter le mouvement dans une direction non souhaitable, conduisant les électeurs à s'en détourner.
- 21 Après le CNIR de Saint-Malo d'août 1994 qui entérine le calendrier à venir jusqu'à l'élection présidentielle, la seconde étape qui conduit au lancement officiel de la campagne de Dominique Voynet a lieu en septembre avec la Convention de l'écologie politique et sociale³². Les Verts y sont la force politique la plus importante avec 160 représentants sur les 350 participants. Outre la centaine de participants non affiliés, on compte 60 adhérents de l'AREV, des militants de l'Alliance écologie et démocratie, ainsi que des groupes issus des scissions de Génération écologie³³. Par la suite, la Convention pour une alternative progressiste (CAP), coordination nationale qui regroupe plusieurs mouvements de la gauche voulant se poser en alternative au PCF et au PS, s'intègre à la campagne³⁴.
- 22 Sur le court terme de l'élection présidentielle, cette stratégie de coalition répond à divers objectifs en fonction de ceux qui s'en font les promoteurs. Chez Dominique Voynet, il ne fait guère de doute que cette ouverture sur la gauche correspond à ses convictions profondes et à la volonté d'œuvrer à la transformation sociale par l'écologie politique³⁵. Cette démarche s'inscrit par ailleurs dans la continuité de l'analyse qui a guidé le courant Les Verts au pluriel et, auparavant, les promoteurs en interne de l'appel à la convergence des forces alternatives et écologistes en mai 1985³⁶. En prenant le contre-pied de la démarche prônée par Antoine Waechter, il s'agit d'élargir l'espace politique de l'écologie pour en faire la matrice d'une recomposition à gauche et gagner en crédibilité³⁷.
- 23 Pour autant, les positions des promoteurs de cette stratégie de coalition diffèrent parfois fondamentalement, ce qui ne contribue pas à la lisibilité de la stratégie à l'intérieur d'un parti encore très divisé entre les anciens waechtériens et la nouvelle majorité. Yves Cochet estime par exemple que l'hypothèse, tenue pour hautement probable à l'automne 1994, d'une candidature de Jacques Delors à coloration social-démocrate susciterait à gauche un espace politique suffisant pour que Les Verts puissent s'y épanouir en tant que partenaire du PS³⁸. Alain Lipietz, venu de la Gauche ouvrière et paysanne (GOP) puis de l'Organisation communiste des travailleurs (OCT), considère quant à lui qu'il faut poser l'écologie comme un projet social global et que l'objectif de l'élection présidentielle doit être d'attirer des inorganisés et les militants issus du mouvement ouvrier déçus du communisme et du socialisme³⁹. L'objectif serait alors de faire prospérer le camp de l'alternative pour dépasser le PS et non pas pour s'allier à lui. Telle n'est probablement pas l'approche de Dominique Voynet qui semble attachée à renforcer Les Verts plutôt qu'à les fondre dans un ensemble plus vaste dont ils ne seraient qu'une composante parmi d'autres⁴⁰. De son côté, la minorité waechtérienne encore présente chez Les Verts critique cette démarche parce qu'elle

conduirait à remettre en cause l'essentiel : les enjeux proprement environnementaux⁴¹. À ses yeux, elle serait par ailleurs vouée à l'échec parce qu'un discours trop clivant sur le plan politique dérouterait les électeurs historiques des Verts et rendrait plus difficile la tâche des militants dans la perspective des élections municipales de juin 1995.

- 24 Sur le terrain, cette coalition prônée par la candidate ne donne pas les résultats espérés. L'organisation en charge de piloter la campagne est complexe puisqu'elle se compose d'une coordination nationale et d'un comité de pilotage divisé en cinq composantes (exécutif, communication, etc.), chacune devant rassembler des personnes différentes⁴². La multiplicité des interlocuteurs et le manque de fluidité dans les relations avec la candidate sont considérés comme une des difficultés principales de la campagne⁴³. Par ailleurs, si l'on excepte quelques occasions médiatiques – Charles Fiterman, ancien ministre et animateur de la CAP, est assis derrière la candidate, bien dans l'axe de la caméra, lors de l'émission « L'heure de Vérité » –, la collaboration entre les partenaires semble limitée. Du côté de la CAP, la candidate suscite, de l'aveu même de Gilbert Wassermann, son représentant au comité de pilotage politique, scepticisme et manque d'enthousiasme⁴⁴.
- 25 Lourde sur le plan opérationnel, contestée en interne, disparate dans ses objectifs, la coalition mise en place autour de Dominique Voynet pour lui permettre de dépasser le statut de « petite candidate » des Verts souffre donc de nombreux handicaps au point que certains, y compris au sein de ses promoteurs originels, craignent une répétition de la candidature de Pierre Juquin en 1988 : enthousiasme militant sur le moment mais échec électoral final⁴⁵.

Un programme de transformation sociale

- 26 En dépit de ses failles, la coalition rassemblée autour de Dominique Voynet est cohérente avec les convictions de la candidate et s'inscrit dans la volonté de délivrer un message essentiel : cette campagne ne serait pas celle d'une petite candidate qui ne serait porteuse que de propositions sectorielles, uniquement axées sur l'environnement. Dominique Voynet entend ainsi démontrer que l'écologie serait la voie de la transformation sociale profonde que la gauche s'est révélée incapable de mettre en œuvre pendant les deux septennats de François Mitterrand.
- 27 Dès la Convention de l'écologie politique et sociale de septembre 1994, les grandes orientations de la future campagne sont arrêtées autour de trois axes : le « développement soutenable », la « lutte contre l'exclusion » et la « démocratie participative⁴⁶ ». Intitulé « Oser l'écologie et la solidarité », le programme repose sur l'idée que l'idéologie libérale détruit aussi bien l'environnement que les « solidarités humaines⁴⁷ ». Dès lors, la solution repose dans la promotion d'un « développement soutenable » respectueux de l'environnement aussi bien que créateur d'emplois dans les domaines de l'énergie ou encore des services à la personne⁴⁸. Le programme insiste également sur l'importance de la réduction du temps de travail à 35 heures (puis 30 à moyen terme) comme solution au chômage de masse. Tout soutenable qu'il soit, le modèle économique prôné par Les Verts ne remet pas en cause l'idée de développement⁴⁹. Dans ses interviews comme dans son programme, Dominique Voynet exprime une indéniable sensibilité à l'égard de la question de l'exclusion et c'est d'ailleurs dans cette perspective qu'elle envisage la question des banlieues⁵⁰. Cette approche ne l'amène cependant pas à développer des analyses en termes

d'intersectionnalité ou de justice environnementale qui s'expriment pourtant depuis le début des années 1980 aux États-Unis⁵¹. Ces propositions placent donc sa campagne à gauche de l'échiquier politique tout en demeurant compatibles avec de futures alliances avec le PS.

- 28 Si les programmes écologistes n'ont jamais été uniquement tournés vers les thèmes environnementaux, celui de Dominique Voynet tente de franchir un cap en considérant que gagner en légitimité sur des thématiques variées est indispensable pour briser le plafond de verre qui cantonne les écologistes parmi les « petits candidats ». Cette stratégie reste néanmoins fragile car aucun de ses aspects ne fait l'unanimité au sein du mouvement ou ne fait pleinement système avec les autres. Ces fragilités ne permettent donc pas de contrebalancer les puissants effets de champ qui, dans les domaines politique et médiatique, concourent à faire de Dominique Voynet une « petite candidate ».

La fabrique de la « petite candidate » : les effets de champs politique et médiatique

La concurrence au sein de l'écologie politique française

- 29 Les mouvements écologistes ont été marqués depuis leur émergence par la volonté de mettre en avant la pluralité des sensibilités tout en affirmant leur attachement à leur rapprochement au nom d'un objectif commun⁵². De cette double injonction naissent, au sein de l'écologie politique, des luttes régulières pour assurer la prééminence de telle ou telle sensibilité sur les autres. À ce titre, même si Les Verts sont la composante dans une certaine mesure la plus influente de l'écologie politique, ils n'ont jamais bénéficié d'une situation de monopole analogue à celle des *Grünen* en Allemagne.
- 30 L'élection présidentielle de 1995 est révélatrice de cette concurrence puisque, plusieurs mois durant, pas moins de trois candidats se réclamant de l'écologie politique cherchent à obtenir les 500 signatures, prolongeant des divisions déjà à l'origine de l'échec des élections européennes de 1994.
- 31 Créée en mai 1990 autour de Brice Lalonde, alors ministre délégué à l'Environnement, Génération Écologie connaît un premier succès aux élections régionales de 1992 avant de s'affaiblir au fil de multiples scissions⁵³. En 1995, Brice Lalonde conserve cependant une certaine notoriété auprès de l'opinion⁵⁴ et entend se faire le héraut d'une écologie libérale, ouverte sur l'entreprise et la société civile, privilégiant l'efficacité aux controverses idéologiques⁵⁵. S'il ne semble jamais en mesure de rassembler les 500 parrainages nécessaires, il maintient néanmoins aussi longtemps que possible sa candidature, attaquant la campagne de Dominique Voynet jugée « sectaire, gauchiste et confuse⁵⁶ ».
- 32 Antoine Waechter a de son côté créé le MEI en juin 1994 à la suite de sa mise en minorité au sein des Verts, au terme de ce qu'il considère comme une campagne d'entrisme menée de manière coordonnée⁵⁷. En se portant candidat à l'élection présidentielle, il entend affirmer une identité écologiste hors du clivage gauche-droite, ce qui passe avant tout à ses yeux par l'absence de consigne de vote au second tour et la prédominance des thèmes environnementaux⁵⁸.

- 33 Cette concurrence constitue un handicap de poids pour Dominique Voynet durant la quasi-totalité de sa campagne. En décembre 1994, les recommandations du groupe communication insistent par exemple sur le fait de ne jamais répondre à des questions de journalistes sur ses concurrents pour chercher à ne se positionner que face aux « grands candidats »⁵⁹. À la fin du mois de février 1995, l'attitude à adopter à l'égard des leaders du MEI et de Génération Écologie fait encore débat au sein du CNIR⁶⁰. Dans les médias, la candidate doit consacrer une part non négligeable de son temps d'antenne à s'affirmer comme l'unique candidate des écologistes au travers de grandes émissions légitimantes telles que « L'heure de Vérité » (15 janvier) et « 7/7 » (5 février). Cette concurrence n'en renvoie pas moins l'écologie à l'image des groupuscules dont les divisions sont peu intelligibles au commun des électeurs.

La campagne médiatique de Dominique Voynet

- 34 La question de la médiatisation est essentielle dans la fabrique du « petit candidat » dans la mesure où une exposition médiatique perçue comme trop faible ou peu adéquate risque de se répercuter sur les sondages, alimentant du même coup un processus de délégitimation ou de rétraction sur un nombre de thématiques limitées. Au mois de novembre 1994, l'équipe de campagne fait le constat d'un « déficit important de notoriété » de la candidate⁶¹. Même diagnostic un mois plus tard : les communiqués de presse ne sont pas repris par les médias et l'équipe de campagne s'accorde à considérer que « tant que DV ne sera pas identifiée en tant que candidate, elle ne sortira pas de l'anonymat⁶² ».
- 35 Un consensus semble exister au sein de l'équipe de campagne pour considérer que seuls des passages réussis dans les grands médias peuvent résoudre la situation. Il est ainsi prévu qu'elle reçoive des cours de *media training* par une société spécialisée dans la perspective d'un passage à l'émission « L'Heure de Vérité »⁶³. Ainsi, sans que cela soit véritablement théorisé, l'accès aux grands médias est considéré comme un levier incontournable pour faire de Dominique Voynet une « grande » candidate qui serait interrogée sur les sujets régaliens et dont les prises de position imprimeraient leur marque sur la campagne. Pour autant, les passages dans les médias peuvent être agencés de telle manière qu'ils mettent en scène un statut de « petite candidate » : c'est par exemple le cas lorsque France 3 propose à Dominique Voynet de poser des questions à Édouard Balladur, mettant implicitement la première en position de faire-valoir du second⁶⁴.
- 36 La stratégie d'exposition médiatique ne va pas de soi. D'autres instances sont davantage sensibles aux équilibres internes dans la perspective des élections municipales à venir ou des recompositions espérées du champ politique. Les pratiques de campagne des Verts – et le manque d'accès aux grands médias – amènent donc la candidate à passer près de trois jours par semaine en région pour mener une campagne auprès des militants. Au grand dam de son équipe en charge de la communication, Dominique Voynet se montre peu à Paris et doit même décliner des interventions télévisées⁶⁵. Sur place, les « visites de décharges municipales pourries pendant tout un après-midi, ainsi que des meetings confidentiels, le soir, devant cinquante convaincus⁶⁶ » l'enferment dans les thématiques proprement environnementalistes dont elle prétend s'extraire par ailleurs. En l'occurrence, la demande de la part des médias et les pratiques

militantes sur le terrain se nourrissent pour ramener Dominique Voynet au statut de « petite candidate ».

Bilan de la campagne

- 37 Au soir du premier tour, Dominique Voynet obtient 3,32 % des suffrages exprimés (1 010 681 voix), ce qui est moins que les deux précédentes candidatures écologistes en 1981 et 1988⁶⁷. D'un point de vue strictement arithmétique, elle se trouve donc assignée au statut de « petite candidate ». La géographie électorale ne dit pas autre chose : en 1995, les Verts ne dépassent les 5 % que dans le département d'implantation de leur candidate, le Jura (5,87 %). En revanche, dans le Nord-Pas-de-Calais, présidé par l'écologiste Marie-Christine Blandin, Dominique Voynet ne recueille que 2,30 % des voix. Cette situation constitue une déception car en 1988 Antoine Waechter était parvenu à conforter le vote écologiste dans des pôles régionaux comme l'Alsace⁶⁸ ou la Lorraine (4,82 % en Moselle). Pourtant, dans l'entourage de la candidate, dépasser le score du candidat précédent constituait l'objectif implicite, à la fois pour assoir la légitimité de la nouvelle ligne et pour montrer que, symboliquement et électoralement, l'écologie politique progressait⁶⁹.
- 38 La création du MEI explique une partie des pertes enregistrées mais, dans l'ensemble, les écologistes ne sont pas parvenus, à l'occasion de l'élection présidentielle, à mobiliser les électeurs qui s'étaient portés sur eux lors des scrutins précédents. Au sein de l'état-major des Verts, Yves Cochet considère que le nouveau message incarné par Dominique Voynet a détourné le vote protestataire qui se serait détourné vers Jean-Marie Le Pen ou Arlette Laguiller⁷⁰. Une telle observation est révélatrice d'une certaine représentation au sein des Verts de leur propre place sur l'échiquier politique qui se situerait hors du système des partis, ce qui ne correspond pas aux résultats des enquêtes en sciences politiques effectuées à l'époque qui démontrent que l'électorat écologiste est, en grande majorité, modéré, voire de centre-gauche⁷¹. En revanche, mettre en avant des thèmes marqués à gauche – alors même que la candidate refuse une telle étiquette⁷² – a pu détourner de la candidate verte des électeurs modérés ou centristes qui avaient fait le succès éphémère de Génération Écologie en 1992.
- 39 En interne, les analyses produites doivent être lues dans le cadre d'un rapport de force pour imposer une interprétation de la campagne et les suites à lui donner⁷³. Ainsi Maryse Ardit, proche de la ligne d'Antoine Waechter, explique l'échec par le positionnement changeant de Dominique Voynet susceptible de tenir un discours très à gauche ou très environnementaliste selon les moments. À l'inverse, Danielle Auroi, alors conseillère régionale et adjointe au maire de Clermont-Ferrand (le socialiste Roger Quilliot), considère que, grâce à cette campagne, Les Verts attirent désormais un vote d'adhésion en faveur d'un projet mieux défini dans un contexte de retour du clivage gauche-droite. C'est l'une des conséquences de l'incapacité de Dominique Voynet et de son équipe à sortir de l'ornière de la candidature de témoignage : les débats et les controverses qui existaient avant celle-ci ne sont pas soldés, ce qui transparait dans la question de l'attitude à adopter au second tour.
- 40 Supérieur à ce qui était anticipé, le score de Lionel Jospin (23,30 %) suscite un débat au sein des instances des Verts. Faut-il travailler à la construction d'une nouvelle force d'opposition – comme cela a déjà été envisagé pendant la campagne – ou entrer dans une logique de contrat législatif avec le PS⁷⁴ ? Sur ce point, deux grandes options

s'opposent : soit retrouver une légitimité née de la radicalité des positions en matière environnementale ou sociale, soit entrer dans une logique d'alliance avec un partenaire que le verdict des urnes n'a pas autant affaibli qu'escompté.

- 41 Lors de l'assemblée générale de Charleville-Mézières (novembre 1994), il avait été décidé d'interpeller les deux candidats qualifiés au second tour sur un certain nombre de thèmes jugés essentiels avant d'analyser collectivement leurs réponses⁷⁵. Une telle procédure revient à faire de la candidate une simple représentante du mouvement qui, seul, pourrait opérer les grands choix stratégiques. Dans les faits, Dominique Voynet, qui évoque un cahier des charges « extrêmement contraignant », s'en écarte sur deux points essentiels sans pour autant pouvoir totalement passer outre. C'est ainsi qu'au soir du premier tour, elle n'a pas repris l'ensemble des douze thèmes envisagés, considérant que la modestie de son score aurait rendu ce catalogue ridicule et elle n'a finalement pas interpellé Jacques Chirac dont elle a considéré *a priori* que les réponses ne seraient pas satisfaisantes. En définitive, le CNIR constate les avancées dans les positions de Lionel Jospin, notamment sur la question de la réduction du temps de travail ou la parité, qui devra cependant convaincre les électeurs de leur portée, déclaration critiquée par la candidate car trop alambiquée et déconnectée des rapports de force réels à ses yeux⁷⁶.
- 42 La campagne de Dominique Voynet constitue une étape importante dans l'évolution des Verts au sein du champ politique et dans l'établissement de leur position privilégiée au sein de l'écologie politique française. Annonçant la mise en place de la « gauche plurielle » en 1997, cette candidature ne permet cependant pas de véritablement trancher entre les différentes options en débat dont certaines, même minoritaires, voire marginalisées, demeurent vivaces au sein du mouvement.
- 43 Pour la candidate, la campagne est une expérience « physiquement éprouvante et politiquement décevante⁷⁷ » qui inaugure néanmoins pour son parti un cycle politique et électoral fructueux dont elle tire profit. Éluée députée du Jura en 1997, elle est immédiatement nommée ministre de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, poste qu'elle conserve jusqu'en 2001. La suite de son parcours politique est marquée par deux traits majeurs. Il y a d'une part le caractère fluctuant de son leadership au sein des Verts dont elle est la secrétaire nationale de 2001 à 2003 avant de dénoncer la « cible collée dans le dos » par ses critiques⁷⁸. Pourtant, en 2007, elle représente à nouveau Les Verts à l'élection présidentielle, n'obtenant que 1,57 % des voix. D'autre part, sans remettre en cause la spécificité des écologistes, Dominique Voynet a toujours défendu le principe d'une alliance à gauche : c'est dans ce cadre qu'elle devient sénatrice de Seine-Saint-Denis en 2004 et c'est avec des dissidents du PS qu'elle devient maire de Montreuil de 2008 à 2014, avant de quitter définitivement la vie politique.

NOTES

1. Je remercie vivement Fabien Conord et Gilles Richard sans qui ce texte n'aurait pas vu le jour.

2. Je mets volontairement de côté la candidature de Benoît Hamon en 2017 dont les logiques de coalition sont trop différentes des précédents scrutins pour permettre des comparaisons totalement pertinentes.
3. Dominique Voynet, *Oser l'écologie et la solidarité*, Paris, Éditions de l'aube, 1995, p. 94.
4. Brice Lalonde, *Le pouvoir de vivre. Le projet des écologistes avec Brice Lalonde*, Montargis, Éditions de la Surienne, 1981.
5. Noël Mamère, *Mes vertes années*, Paris, Fayard, 2002.
6. Vanessa Jérôme, *Militer chez les Verts*, Paris, Presses de Sciences Po, 2021.
7. Raymond Pronier et Vincent Jacques Le Seigneur, *Génération Verte. Les écologistes en politique*, Paris, Presses de la Renaissance, 1992. Guillaume Sainteny, *L'introuvable écologisme français ?*, Paris, PUF, 2000.
8. Le Mouvement des écologistes indépendants (MEI) est fondé par Antoine Waechter qui a quitté Les Verts à la suite de la mise en minorité de sa motion lors de l'assemblée générale en 1993. Comme le nom du parti le suggère, sa ligne consiste à refuser d'inscrire l'écologie dans le clivage gauche-droite.
9. Esquissé dès 1992, le rapprochement électoral entre Génération Écologie, créé par Brice Lalonde dans une volonté d'incarner une écologie pragmatique et réformiste, et Les Verts est un échec en 1993. Les tentatives pour constituer une liste commune à l'occasion des élections européennes de 1994 se révèlent infructueuses.
10. Laurent Requet, *La Basse-Normandie, terre de l'écologie politique ? Du combat des associations environnementales à l'action des partis écologistes (1968-2012)*, thèse de doctorat sous la direction de Michel Boivin, Normandie Université, 2017.
11. Patrick Salmon, *Les écologistes dans les médias. De René Dumont à Dominique Voynet*, Paris, L'Harmattan, 2001.
12. Dominique Voynet « Désignation de la candidate écologiste à l'élection présidentielle », *Vert-Contact*, supplément au n° 349, 30 septembre 1994, p. 2.
13. Catherine Achin et Sandrine Lévêque, *Femmes en politique*, Paris, La Découverte, 2006.
14. François-Henri de Virieu, *L'Heure de vérité*, 15 janvier 1995. <https://madelen.ina.fr/programme/Dominique-voynet-1> [lien consulté le 01/06/2021].
15. Mireille Szac, *Dominique Voynet. Une vraie nature*, Paris, Plon, 1998.
16. Vanessa Jérôme, « Les liaisons (in)fructueuses. Effets différenciés des conjugalités et des sexualités sur la professionnalisation politique des militants verts », *Politix*, vol. 107, n° 3, 2014, p. 143.
17. Élis Steier, *La genèse de la gauche plurielle (1993-1998)*, mémoire de master 2 sous la direction de Frank Georgi, Université de Paris I Panthéon Sorbonne, 2018.
18. Mireille Szac, *Dominique Voynet*, op. cit.
19. Daniel Boy, « Les écologistes en France », *French Politics and Society*, vol. 10, n° 3, été 1992, p. 1-22.
20. « La préparation de l'élection présidentielle. Un collège électoral élargi choisira le candidat des Verts », *Le Monde*, 30 août 1994.
21. Alexis Vrignon, *La naissance de l'écologie politique en France. Une nébuleuse au cœur des années 68*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2017.
22. À ceux-là s'ajoute la sollicitation de l'ensemble des maires de France, toutes tendances confondues, autour du thème de l'importance d'une pluralité des candidatures. FEP. Équipe de campagne. Rapport de l'atelier Collectes des signatures et logistiques, 1^{er} novembre 1994.
23. Entretien avec l'un des membres de l'équipe de campagne de Dominique Voynet, 24 avril 2021.
24. FEP, CNIR 1994. Compte rendu exhaustif du CNIR (Paris), 8-9 octobre 1994.
25. Entretien avec l'un des membres de l'équipe de campagne de Dominique Voynet, 24 avril 2021.

26. FEP, CNIR 1994. Compte rendu provisoire des décisions du CNIR des 26-27 octobre 1994.
27. FEP, Équipe de campagne. Rapport de l'atelier communication. 1^{er} novembre 1994. 10 % du budget de la campagne seraient consacrés à la communication.
28. FEP, Christian Brett, « Mission de préfiguration de la campagne. Second rapport au CE », 17 octobre 1994.
29. FEP, Équipe de campagne. Organigramme des salariés, 31 janvier 1995.
30. FEP, CNIR des 29 et 30 avril 1995. Gérard Galtier, « Quelques commentaires... plus quelques informations financières », 25 avril 1995.
31. Vanessa Jérôme, *Militer chez les Verts*, op. cit.
32. FEP, CNIR 1994. « Un indéniable succès », s.d. [septembre 1994].
33. « Un collège électoral élargi choisira le candidat des Verts », *Le Monde*, 30 août 1994.
34. La CAP regroupe l'Alternative pour la Démocratie et le Socialisme (ADS, autour de l'ancien ministre communiste Marcel Rigout), Refondations (association animée par Charles Fiterman), Futurs (réformateurs communistes), la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), l'AREV et Alternative citoyenne (scission du Mouvement des Citoyens de Jean-Pierre Chevènement). « La gauche alternative met en place une coordination permanente », *Le Monde*, 18 octobre 1994.
35. « L'écologie d'aujourd'hui est porteuse d'un projet généreux réconciliant modernité et solidarité. Un projet à la fois pragmatique et humaniste, ouvert sur la réalité », *Vert Contact*, suppl. au n° 349, 30 septembre 1994, p. 2.
36. Sébastien Repaire, « Les Verts, une gauche alternative ? (1984 - fin des années 1980) », *Revue historique*, n° 686, n° 2, 26 juin 2018, p. 399-420.
37. FEP, CNIR 1994. Compte rendu provisoire des décisions du CNIR des 26-27 octobre 1994.
38. FEP, CNIR 1994. Compte rendu exhaustif des débats du CNIR de Paris. 8-9 octobre 1994.
39. FEP, CNIR 1994. Compte rendu provisoire des décisions du CNIR des 26-27 octobre 1994.
40. Dominique Voynet, *Voix off*, Paris, Stock, 2003, p. 23.
41. FEP, CNIR 1994. Compte rendu exhaustif du CNIR (Paris). 8-9 octobre 1994.
42. FEP, CNIR 1994. Compte rendu provisoire des décisions du CNIR des 26-27 octobre 1994.
43. FEP, Équipe de campagne. Compte rendu de la réunion communication. 13 décembre 1994.
44. FEP, Équipe de campagne. Comité de pilotage politique. Réunion du 2 janvier 1995.
45. FEP, CNIR des 29 et 30 avril 1995. « Esquisse de bilan (avec un chouïa de perspectives). 28 avril 1995. Par Yves Cochet ».
46. FEP, CNIR 1994. « Un indéniable succès ». s.d. [septembre 1994].
47. Dominique Voynet, *Oser l'écologie et la solidarité*, op. cit., p. 12.
48. « Trois ambitions pour une campagne », *Vert-Contact*, supplément au n° 349, 30 septembre 1994, p. 2.
49. Gilbert Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.
50. François-Henri de Virieu, « L'Heure de vérité », 15/01/1995. <https://madelen.ina.fr/programme/Dominique-voynet-1> [lien consulté le 07/06/2021].
51. Geneviève Massard-Guilbaud, Richard Rodger, *Environmental Justice in the City*, White Horse, 2011.
52. Alexis Vrignon, *La naissance de l'écologie politique en France*, op. cit.
53. Noël Mamère, *Mes vertes années*, Paris, Fayard, 2002.
54. Pierre-Emmanuel Guigo et Léa Pawelski, « Brice Lalonde : le beau visage de l'écologie ? », *Le Temps des médias*, n° 25, n° 2, 24 septembre 2015, p. 162-181.
55. Brice Lalonde, *L'écologie en bleu*, Paris, L'Archipel, 2001.
56. FEP, CNIR. Lettre de Patrick Hardoin à Dominique Plancke, 4 novembre 1994.
57. Mireille Szac, *Dominique Voynet*, op. cit.
58. FEP, CNIR. Lettre d'Antoine Waechter à Dominique Plancke, 22 novembre 1994.

59. FEP, Équipe de campagne. Compte rendu de la réunion du groupe communication, 6 décembre 1994.
60. FEP, CNIR. Documents de séance. Motion d'Alain Uguen, 27 février 1995.
61. FEP, Équipe de campagne. Exécutif de campagne. Compte rendu du 21 novembre 1994.
62. FEP, Équipe de campagne. Compte rendu de l'exécutif de campagne, 5 décembre 1994.
63. FEP, Équipe de campagne. Exécutif de campagne. Compte rendu du 21 novembre 1994.
64. Entretien avec l'un des membres de l'équipe de campagne de Dominique Voynet, 24 avril 2021.
65. FEP, Équipe de campagne. Compte rendu de la réunion communication, 13 décembre 1994.
66. FEP, Équipe de campagne. Comité de pilotage politique. Réunion du 19 décembre 1994.
67. En 1981, Brice Lalonde obtient 3,88 % (1 126 254 voix) et en 1988 Antoine Waechter réalise un score de 3,78 % (1 149 642 voix).
68. Obtenant 9,30 % des voix dans le Haut-Rhin et 9,37 % dans le Bas-Rhin.
69. Entretien avec l'un des membres de l'équipe de campagne de Dominique Voynet, 24 avril 2021.
70. FEP, CNIR des 29 et 30 avril 1995. Yves Cochet, « Esquisse de bilan (avec un chouia de perspectives) », 28 avril 1995.
71. Daniel Boy, « L'électorat écologiste : données de base », *Politix*, 1990/9, p. 53 ; Daniel Boy, « L'écologie : une nouvelle culture politique ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 44, 1994, p. 45-50.
72. C'est le sens de la formule marquante lancée au cours de *L'heure de Vérité* du 15 janvier 1995 où Dominique Voynet déclare qu'elle n'est « ni catho ni de gauche ».
73. FEP, CNIR des 29 et 30 avril 1995. Compte rendu exhaustif de la réunion de la CNIR à Paris.
74. FEP, CNIR des 29 et 30 avril 1995. « Débat sur la présidentielle. Texte d'introduction au débat par Gérard Onesta ».
75. FEP, CNIR. 25-26 mars 1995. « Motion d'urgence n° 5. Position pour le second tour par Gérard Onesta », documents préparatoires, 27 février 1995.
76. FEP, CNIR des 29 et 30 avril 1995. Compte rendu exhaustif de la réunion de la CNIR à Paris.
77. Dominique Voynet, *Voix off*, *op. cit.*, p. 20.
78. Vanessa Schneider et Judith Perrignon, « Dominique Voynet : Montreuil m'a tuée », *Le Monde*, 7 février 2004.

RÉSUMÉS

En 1995, Dominique Voynet est candidate à l'élection présidentielle sous les couleurs des Verts. Pour elle et son équipe, c'est l'occasion de promouvoir une vision de l'écologie politique différente de celle d'Antoine Waechter, candidat en 1988, qui a quitté le parti quelques temps plus tôt. Cet article retrace la campagne en mettant en parallèle les stratégies mises en œuvre par Dominique Voynet et son équipe pour briser le plafond de verre des « petits candidats » et les facteurs qui contribuent à l'échec de cette tentative.

In 1995, Dominique Voynet was the Green candidate for the French presidential election. According to her and her team, this was the opportunity to promote a vision of political ecology that was different from that of Antoine Waechter, the 1988 candidate who had left the party some time earlier. This article outlines the Green campaign's trajectory by analysing the

strategies implemented by Dominique Voynet and her team to break the glass ceiling for 'minor candidates,' as well as the factors which contributed to this campaign's ultimate failure.

INDEX

Mots-clés : écologie politique, 1995, genre et politique, culture militante, stratégie de communication

Keywords : political ecology, 1995, gender and politics, activist culture, communication strategy

AUTEUR

ALEXIS VRIGNON

Agrégé et docteur en histoire, Alexis Vrignon est chercheur postdoctorant au sein du programme « Histoire et mémoires des essais nucléaires en Polynésie française » (CRESAT/MSHP). Après une thèse consacrée à l'émergence des mouvements écologistes (publiée sous le titre *La naissance de l'écologie politique. Une nébuleuse au cœur des années 68*, Rennes, PUR, 2017), ses recherches actuelles portent sur l'histoire de l'énergie (*Face à la puissance. Une histoire des énergies alternatives à l'âge industriel*, Paris, La Découverte, 2020, en co-direction avec François Jarrige) et les mémoires des essais nucléaires. Sur ce sujet, il co-dirige avec Renaud Meltz *Un « Deuxième Contact ». Les essais nucléaires français dans le Pacifique, du choix du site aux héritages* (Paris, Vendémiaire, à paraître début 2022).